



# Alliance canadienne d'énergie renouvelable

*Pour une transition vers l'énergie renouvelable*

## Sources et modes de financement pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables

**Afin de réaliser d'importantes avancées en matière d'efficacité et de conservation énergétique, ainsi que pour assurer une transition mondiale rapide et efficace vers les énergies renouvelables, des sommes considérables devront être investies au cours des prochaines décennies afin d'améliorer et d'adapter les infrastructures énergétiques en place, tant à l'échelle locale que nationale.**

De tels investissements seront nécessaires dans la plupart, sinon la totalité des pays; les secteurs public et privé seront appelés à y contribuer. Une variété de sources et de modes de financement est souhaitable, tels: des encouragements financiers gouvernementaux; des prêts et des mises de fonds provenant de banques, de collectivités, d'investisseurs privés ou de fonds de capital de risque; des marchés innovateurs, repensés, qui puissent intégrer les retombées positives associés à l'utilisation des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. D'autres sources de financement possibles incluent: le capital de risque, le capital social, les frais de service électrique, les institutions financières, les fonds communautaires au développement et les recettes fiscales.

Selon New Energy Finance, 42 milliards de dollars américains ont été investis en 2005, à l'échelle de la planète, dans le secteur des « énergies propres ». Toujours selon cet organisme, ce montant devra être quintuplé au cours de la prochaine décennie pour assurer une réelle transition vers les énergies renouvelables, sans avoir recours à davantage d'énergie nucléaire. L'énergie éolienne accaparait la plus grande part des investissements effectués dans le secteur des énergies renouvelables en 2005, avec près de 12 milliards de dollars américains investis. Par ailleurs, la production de cellules photovoltaïques devrait augmenter de façon marquée à court terme et atteindre plus de 5 GW par année d'ici 2010 grâce, entre autres, à de nouvelles initiatives politiques aux États-Unis, en Allemagne, au Japon et en Espagne.

Les projets d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique ont la particularité de nécessité de plus grandes dépenses au départ (en début de projet) que les projets liés à l'énergie conventionnelle, tout en créant de multiples bienfaits qui ne sont généralement pas comptabilisés, ni reconnus, dans l'évaluation des coûts et bénéfices d'un projet. C'est pourquoi il est nécessaire d'élaborer et de mettre

en œuvre des stratégies et des politiques qui puissent permettre de tenir compte de tels bienfaits, d'accroître l'investissement et d'étaler l'ensemble des coûts sur la durée de vie du projet.

Quoique la valeur des investissements consentis aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique augmente chaque année, celle-ci demeure très loin derrière la valeur des sommes investies pour le secteur des énergies conventionnelles. Ceci s'explique, en grande partie, par le fait que les investisseurs, les gouvernements et les institutions financières s'inscrivent dans une culture de l'investissement qui soit toujours axée sur les sources d'énergies conventionnelles, telles que les combustibles fossiles, l'hydroélectricité de grande envergure et l'énergie nucléaire. À titre d'exemple, l'Institut Pembina a démontré que les subsides octroyés à l'industrie gazière et pétrolière s'élevaient à près de 1,5 milliard de dollars en 2002, et que ce montant continue d'augmenter d'année en année au Canada.

Les sources et les modes de financement sont parmi les facteurs déterminants pour assurer une transition mondiale vers les énergies renouvelables. À cet égard, les politiques et les engagements gouvernementaux représentent de puissants leviers. Le Canada demeure toutefois à la traîne, derrière les États-Unis, l'Europe, la Chine et l'Inde, en ce qui a trait au soutien financier du secteur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Les provinces doivent créer des climats d'investissements favorables en offrant, par exemple, des tarifs d'alimentation minimum garantis et des normes pour les portefeuilles énergétiques provinciaux. Parallèlement, le gouvernement fédéral doit démontrer du leadership en créant des incitatifs fiscaux, en supprimant les barrières pouvant nuire au déploiement de telles énergies et en régulant les marchés de façon à garantir l'égalité des chances entre les différentes industries énergétiques.

► 2006

## Recommandations pour des stratégies provinciales

Les gouvernements provinciaux devraient élaborer et mettre en œuvre des programmes et des politiques qui visent à encourager et à optimiser les investissements publics, privés et collectifs pour le développement et le déploiement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. À cet effet, il conviendrait d'établir :

- Des incitatifs tels que des tarifs d'alimentation minimum garantis, des normes pour les portefeuilles énergétiques provinciaux, des certificats d'énergies renouvelables (certificats verts) ainsi que des normes et des codes de standardisation, de même que des analyses de coûts, qui tiennent compte de l'avancée technologique et de la valorisation sociale des énergies renouvelables.
- Une modification des programmes d'aide publique au secteur énergétique (ex. allègement fiscal, subsides, réduction des redevances), notamment en réduisant l'aide accordée aux formes d'énergie conventionnelle et en augmentant celle accordée à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables, en particulier à l'échelle locale.
- Des mesures visant à supprimer toutes les barrières pouvant nuire à l'investissement et à l'installation des technologies d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables, notamment en modifiant les divers codes liés au secteur de la construction (ex. électrique, plomberie, bâtiment) et en formant des inspecteurs qualifiés.

Voici quelques moyens suggérés pour encourager l'investissement dans le secteur de l'efficacité énergétique :

- La création de normes d'efficacité énergétique pour les portefeuilles énergétiques provinciaux ainsi que la mise en œuvre de programmes d'échange de certificats blancs.
- L'accès à des sources de financement permanentes, issues d'un processus budgétaire qui, entre autres, permettrait la révision cyclique du code du bâtiment et de la normalisation des équipements; mentionnons également l'accès, à un système de financement à taux fixe.
- Le partage des gains issus d'une meilleure gestion de la demande, en offrant un support technique additionnel aux petits fournisseurs tout en instaurant et en assurant la coordination des programmes de gestion de la demande dans toute la province.
- L'accès à des incitatifs fiscaux ciblés afin d'accélérer le processus de transition des marchés en fournissant un soutien financier aux fournisseurs, aux utilisateurs et aux entrepreneurs.
- Des mesures financières innovatrices, à l'échelle des collectivités, qui encourageront l'investissement local pour des projets liés à l'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables; ces mesures peuvent prendre la forme de micro-crédits de prêts collectifs et de taxes spéciales destinées à l'amélioration des collectivités.

## Recommandations pour des politiques et une aide financière fédérales efficaces

Le gouvernement fédéral devrait adopter un rôle de leader en intégrant les investissements et le financement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans une stratégie nationale. L'objectif serait de supprimer les barrières limitant le déploiement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, de garantir l'égalité des chances entre les différentes industries énergétiques et de maximiser les investissements privés et publics. Pour ce faire, le gouvernement devrait :

- S'engager de manière convaincante dans le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.
- Présenter une réforme pour une taxe écologique qui permettrait de réduire les incitatifs fiscaux voués aux énergies conventionnelles telles le pétrole, le gaz, le charbon et le nucléaire, et de plutôt rediriger les fonds vers des incitatifs pour les industries liées aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique.
- Établir, à l'aide des banques, des caisses d'économies et d'Industrie Canada, un programme national qui encouragerait les investissements dans les secteurs des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, en établissant des cibles d'investissements pour chaque technologie.
- Inciter le secteur privé à offrir plus de fonds de capital de risque et des « fonds renouvelables » qui faciliteront le déploiement de projets liés aux énergies renouvelables et d'efficacité énergétiques, entre autres en augmentant de façon marquée les investissements et en finançant, en partie, les dettes potentielles contractées lors de la réalisation de tels projets.
- Élaborer et mettre en œuvre un plan d'action national pour développer l'industrie et les infrastructures liées aux énergies renouvelables. Ce plan d'action sera élaboré avec l'aide d'Industrie Canada et inclura un support financier pour la commercialisation et la réduction des coûts de fabrication; la formation et la certification de concepteurs de systèmes de grande envergure, d'installateurs, d'opérateurs et d'inspecteurs; et des stratégies de réduction des risques pour les entrepreneurs ainsi que des incitatifs fiscaux pour les manufacturiers, les constructeurs et les fournisseurs.
- Appuyer des stratégies de financement innovatrices telles que des programmes nationaux de certificats échangeables pour les investissements dans les projets liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique qui concorderaient avec les portefeuilles provinciaux d'énergies renouvelables et les systèmes de financements municipaux, entre autres en utilisant les taxes spéciales d'amélioration locale.
- Jouer un rôle actif sur la scène internationale dans la transition globale vers les énergies renouvelables, et ce, en participant aux

initiatives internationales et aux forums financiers et en les appuyant, en soutenant la mise en place d'une agence internationale des énergies renouvelables ainsi que d'une institution financière vouée à ce secteur d'activité.

- Formuler des cibles précises et ambitieuses d'énergies renouvelables dans le cadre de l'aide au développement de l'ACDI et s'assurer que cette aide deviendra plus accessible pour des projets communautaires de petite envergure.
- Exiger d'Exportation et Développement Canada un financement des technologies vertes (énergies renouvelables et efficacité énergétique).
- Travailler avec les parties intéressées ainsi qu'avec les provinces afin de mieux attirer les investissements dans les secteurs des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.
- Entreprendre des mesures internationales afin de retirer les obstacles à l'investissement dans le secteur des énergies renouvelables et d'annuler le commerce d'équipements usagés et peu efficaces vers les pays en développement.

### **Recommandations pour d'autres acteurs clés**

- Municipalités: elles devraient encourager les investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en créant des compagnies communautaires de production et de distribution d'électricité, en instaurant des fonds verts et en utilisant des taxes d'amélioration locale pour financer des projets.
- Les industries liées aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique: elles devraient joindre leurs efforts à ceux des ONG et des autres acteurs impliqués dans l'organisation de forums financiers, à la demande d'un soutien accru pour les investissements et la production locale. Elles devraient travailler conjointement avec les gouvernements et les principaux intéressés afin de rendre plus attrayant le marché canadien des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.
- Les ONGs: elles devraient travailler de pair avec les principaux intéressés afin d'élaborer une stratégie pour faire pression en faveur du développement de politiques qui favoriseront les investissements dans les énergies renouvelables au Canada; et participer dans les réseaux nord américains et internationaux qui supportent

l'établissement d'une agence internationale de l'énergie renouvelable ainsi que d'une institution financière vouée à ce secteur d'activité.

- Les institutions et sociétés socialement responsables: elles devraient acheter l'énergie verte (électricité, carburant, chauffage) et l'efficacité énergétique au moyen de certificats échangeables et d'investissements dans des projets énergétiques communautaires.
- Les institutions financières internationales: elles devraient mettre en place des cibles d'énergies renouvelables qui soient significatives et ambitieuses, tandis qu'une partie du financement devrait être allouée au développement de marchés d'exportation de commodités énergétiques envers les pays les moins avancés. Une nouvelle banque d'investissement mondiale d'énergie renouvelable devrait voir le jour et la capacité du Fonds mondial pour l'environnement d'allouer des bourses, devrait être accrue.

Pour consulter une version plus détaillée de cette politique de base, ou pour de plus amples renseignements sur l'Alliance canadienne pour les énergies renouvelables (CanREA), prière de visiter le site Web ([www.canrea.ca](http://www.canrea.ca)) ou de communiquer avec les personnes suivantes :

Nikki Skuce: One Sky  
nikki@onesky.ca

Roger Peters: Institut Pembina  
rogerp@pembina.org

Julie Green, Pollution Probe  
jgreen@pollutionprobe.org

Jose Etcheverry: Fondation David Suzuki  
jetcheverry@davidsuzuki.org

Melinda Zytaruk: Ontario Sustainable Energy Association  
melinda@ontario-sea.org

Ce projet a été réalisé grâce à des fonds provenant de la Fondation Oak et du Centre de recherche pour le développement internationale.